

Communiqué : Halte à la répression en Algérie !

lundi 24 mai 2021, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mai 2021).

Les arrestations massives de manifestantes et de manifestants vendredi 14 mai, ainsi que celles de dizaines de journalistes et de dirigeants politiques connus tels que Wahid Ben Halla (Dirigeant MDS), Mohcen Belabbes (Président RCD), Ali Laskri (Dirigeant FFS), etc., constituent une grave escalade dans la répression qui doit cesser immédiatement. Cette stratégie du pouvoir, qui consiste à mettre au pas le Hirak, et par là même tout le peuple algérien, est une fuite en avant face à ses responsabilités politiques. C'est une dérive autoritaire qui pourrait engendrer un État militaro-policier. Elle ne peut que fragiliser davantage l'État national algérien face aux puissances impérialistes et justifier leurs ingérences. C'était le cas hier avec le parlement européen et c'est le cas aujourd'hui avec le conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Pour le respect des libertés démocratiques !

Contrairement à cette aventure répressive, qui ne pourrait qu'exacerber la détermination légitime du peuple algérien pour la défense de ses libertés démocratiques, le pouvoir dont la responsabilité politique historique est engagée, doit changer de cap. La solution est politique et ne saurait se réaliser par la répression, par les passages en force électoraux et par la fixation unilatérale et sans la volonté populaire de la règle du jeu politique. Le pouvoir a la possibilité, et surtout la responsabilité, de faire le choix politique de la démocratie et de la souveraineté populaire qu'il prétend vouloir promouvoir dans sa « nouvelle Algérie ».

Le pouvoir doit répondre positivement et de toute urgence aux revendications politiques et démocratiques suivantes :

- Libération de tous les jeunes activistes du Hirak ainsi que tous les détenus politiques et d'opinion ;
- Cessation de tous les actes de répression et levée de toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés démocratiques en Algérie ;
- Annulation des élections législatives du 12 juin prochain ;
- Ouverture effective des médias publics à toutes les opinions, notamment à l'opposition politique partisane et citoyenne.

Après la mise en œuvre de ces mesures politiques démocratiques d'urgence, qui pourraient inaugurer une phase de transition démocratique et d'un processus constituant populaire souverain, un débat politique national, démocratique et transparent doit être organisé au sein du peuple.

C'est au terme de ce débat, libre et sans contraintes, que le peuple algérien exercera sa souveraineté et décidera de son avenir à travers l'élection d'une Assemblée constituante souveraine et représentative de ses aspirations démocratiques et sociales.

Le 15 mai 2021

P.-S.

- Fourth International. Jeudi 20 mai 2021 :
<https://fourth.international/afrique/327>